



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA NIÈVRE

Préfecture de la Nièvre Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel
et des moyens

Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

2011-P- 97

ARRÊTÉ

faisant obligation, au titre du code minier, à la SARL ÉTABLISSEMENTS SAUVANET-CARRIÈRES DE LA NIÈVRE, sise Hameau de Champcelée à SUILLY LA TOUR (Nièvre), de se conformer aux prescriptions du règlement général des industries extractives (RGIE), applicables sur la carrière de pierre marbrière de calcaire qu'elle exploite au lieu-dit « Garenne de Verger » sur le territoire de la commune de SUILLY LA TOUR (Nièvre)

**Le préfet du département de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le titre VI (carrières) du livre 1^{er} (régime général) du code minier et, notamment, son article 107,
- VU** le décret n° 99-116 du 12 février 1999 modifié, relatif à l'exercice de police des carrières et, notamment, son article 4,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2010-P-116 du 13 janvier 2010, portant délégation de signature à monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bourgogne pour les mines et la sécurité dans les carrières,
- VU** le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié instituant le règlement général des industries extractives (RGIE),
- VU** le règlement général des industries extractives (RGIE) précité, et notamment ses titres « Règles générales », « Équipements de protection individuelle », « Travail et circulation en hauteur », « Équipements de travail », « Véhicules sur pistes », « Électricité » et « Explosifs »,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2008-P-956 du 27 février 2008, autorisant, pour une durée de trente ans, la SARL ÉTABLISSEMENTS SAUVANET – CARRIÈRES DE LA NIÈVRE, à exploiter une carrière de calcaire et ses installations annexes, sur le territoire de la commune de SUILLY LA TOUR (Nièvre),
- VU** la fiche des constatations établie par l'inspection des installations classées en date du 3 septembre 2010,

VU les propositions de suites de l'inspection des installations classées, en date du 3 septembre 2010,

CONSIDÉRANT que la SARL ÉTABLISSEMENTS SAUVANET – CARRIÈRES DE LA NIEVRE est régulièrement autorisée au titre du code de l'environnement par arrêté n° 2008-P-956 susvisé à exploiter sur la commune de SULLY LA TOUR, au lieu-dit « Garene de Verger », une carrière de calcaire et ses installations annexes,

CONSIDÉRANT que le site est soumis aux dispositions du code minier, et notamment aux prescriptions du règlement général des industries extractives (RGIE), destinées à assurer l'hygiène et la sécurité du personnel,

CONSIDÉRANT que l'inspection réalisée en date du 10 août 2010, par les ingénieurs de l'industrie et des mines de la DREAL, en charge de la police des carrières, en application de l'article 4 du décret du 12 février 1999 modifié, susvisé, fait apparaître des manquements importants en regard dudit RGIE, et notamment par rapport à ses différents titres susvisés,

CONSIDÉRANT l'absence de dossier de santé et de sécurité, de dossiers de prescriptions adaptées au site de la carrière, l'absence de port d'équipements de protection individuelle, comme des casques et chaussures de sécurité, la non-conformité des installations électriques par rapport aux normes en vigueur, l'absence de suivi des remarques de l'organisme extérieur de prévention et, d'une manière plus générale, des organismes habilités à effectuer certains contrôles sur la carrière, l'absence de vérification réglementaire sur certains équipements de travail, comme les équipements sous pression du site, l'absence de garde-corps réglementaire en bordure de gradins de 15 mètres de hauteur, l'absence de permis de tir en cours de validité du préposé aux tirs d'explosifs, l'absence de local de repos, douches, sanitaires, vestiaires individuels sécurisés à disposition du personnel de la carrière et ses installations annexes,

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, la sécurité et l'hygiène du personnel de la carrière ne sont pas assurées en toutes circonstances,

CONSIDÉRANT que certains manquements graves aux dispositions du RGIE susvisé sont susceptibles de compromettre la sécurité du personnel appelé à travailler sur le site,

CONSIDÉRANT que dans le cas d'espèce, conformément à l'article 4 du décret du 12 février 1999 modifié, le préfet prend par arrêté les mesures de police applicables aux carrières,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre

ARRÊTÉ

ARTICLE 1- DISPOSITIONS À METTRE EN ŒUVRE

Il est fait obligation à la SARL ÉTABLISSEMENTS SAUVANET – CARRIÈRES DE LA NIÈVRE, de procéder aux actions suivantes au sein de la carrière de pierre de calcaire qu'elle exploite au lieu-dit « Garenne de Verger », sur la commune de SUILLY LA TOUR :

-à compter de la notification du présent arrêté :

- s'assurer que l'ensemble du personnel intervenant sur le site porte bien tous les équipements de protection individuelle (casques, protections auditives, chaussures de sécurité, gants, etc.). Procéder à la signalisation des zones où ses différents équipements sont obligatoires à l'aide de panneaux adaptés,

-sous un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- réparer ou remplacer les fourches du chariot élévateur et, d'une manière générale, assurer les mesures préconisées par l'organisme ayant procédé à son dernier contrôle. À l'issue de ces interventions, faire procéder à un nouveau contrôle par un organisme habilité et transmettre dès réception le rapport de cet organisme à l'inspecteur de la DREAL,

-sous un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté :

- établir un document de santé et de sécurité et des dossiers de prescriptions adaptés à la situation de la carrière et aux particularités de ses activités,
- donner une suite à l'ensemble des observations formulées par l'organisme extérieur de prévention dans son dernier rapport de visite de l'année 2010. Assurer un enregistrement des réponses apportées,
- évacuer du site l'ensemble des élingues, câbles, crochets de levage non conformes, ainsi que ceux jamais contrôlés ;
- remplacer l'ensemble des garde-corps placés en bordure des gradins par des équipements répondant aux prescriptions du RGIE en la matière, en commençant par les parties du site présentant le plus de risques et les plus fréquentées par le personnel amené à intervenir à proximité,

-sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

- remettre en conformité les installations électriques de l'ensemble du site en commençant sans délai par celles qui présentent des risques les plus importants pour la sécurité, de son personnel. Dans ce cadre, l'ensemble des conducteurs nus seront remplacés par des conducteurs sous gaines réglementaires,
- faire procéder à la vérification et la requalification réglementaires de tous les équipements sous pression utilisés sur le site,
- faire suivre une formation requalifiante au préposé aux tirs d'explosifs de la carrière. Son permis de tir ne pourra être renouvelé qu'à l'issue de cette formation. Pour l'utilisation de cordon détonant (mèche lente), une habilitation préfectorale devra être préalablement obtenue ;

-sous un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté :

- aménager un local de repos, des douches et sanitaires accessibles à l'ensemble des personnels de la carrière,
- mettre à disposition de chaque salarié des vestiaires individuels permettant une fermeture sécurisée.

ARTICLE 2- SUIVI

La SARL ETABLISSEMENTS SAUVANET – CARRIÈRES DE LA NIÈVRE est tenue de présenter sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), son programme d'intervention pour satisfaire aux dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus.

ARTICLE 3- SANCTIONS

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis au présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par le code minier susvisé.

ARTICLE 4- MESURES EXÉCUTOIRES

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres réglementations applicables, en particulier du code civil, du code de l'urbanisme, du code de l'environnement, du code du travail et du code général des collectivités territoriales.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5- DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article 5 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 susvisé, la présente décision, prise en application de l'article 107 du code minier, peut faire l'objet d'un recours devant le ministre chargé des mines qui statue après avis du conseil général des mines.

ARTICLE 6- EXÉCUTION – NOTIFICATION

M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bourgogne, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié par voie administrative à monsieur le gérant de la SARL ETABLISSEMENTS SAUVANET – CARRIÈRES DE LA NIÈVRE et dont copie sera adressée à :

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,
- Mme le sous-préfet de COSNE-COURS-SUR-LOIRE,
- M. le maire de SULLY LA TOUR,
- M. le procureur près le tribunal de grande instance de la NEVERS,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bourgogne,
- M. le chef de la subdivision de NEVERS, unité territoriale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à NEVERS, le 20 JAN. 2011

Le préfet
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
Michel PAILLISSE